

## **MISSION LOCALE du HAUT VAUCLUSE**

Association

**Siège social : 45 Cours Victor Hugo  
84 600 VALREAS**

---

## **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS EXERCICE CLOS LE 31.12.2023**

Aux Adhérents,

## **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association MISSION LOCALE HAUT VAUCLUSE relatifs à l'exercice clos le 31.12.2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association MISSION LOCALE HAUT VAUCLUSE à la fin de cet exercice.

## **Fondement de l'opinion**

### ***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

### ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

## **Observation**

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points suivants de l'annexe des comptes annuels exposés dans les « Autres éléments significatifs » relatifs au litige URSSAF.

## **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

### Les fonds dédiés figurant au passif et dans la rubrique de l'annexe 'Variation des fonds dédiés' :

Nous avons apprécié la bonne et correcte application du critère de détermination des fonds dédiés et validé l'évaluation chiffrée de ceux-ci figurant dans les comptes annuels.

Une part de la subvention 2023 au titre du Contrat d'Engagement Jeune (CEJ) a été affectée en fonds dédiés.

Les autres appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association MISSION LOCALE HAUT VAUCLUSE à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité. Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels.

Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci. Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion.

Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation.  
Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation.  
S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à AVIGNON, le 29 mai 2024  
Le Commissaire aux comptes  
**IFAC AUDIT**, représenté par  
**RE REMY**



## Bilan Actif

		31/12/2023		31/12/2022	
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires	3 756	1 532	2 225	3 086
	Fonds commercial (1)				
	Autres immobilisations incorporelles (1)				
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>				
ACTIF IMMOBILISE	Terrains				
	Constructions				
	Installations techniques, mat. et outillage indus.				
	Autres immobilisations corporelles	201 370	145 541	55 829	65 479
	Immobilisations grevées de droits				
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	<b>BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES</b>				
	<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)</b>				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
ACTIF CIRCULANT	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres immobilisations financières	3 200		3 200	3 200
	<b>TOTAL ( I )</b>	<b>208 326</b>	<b>147 073</b>	<b>61 254</b>	<b>71 765</b>
ACTIF CIRCULANT	<b>STOCKS ET EN-COURS</b>				
	Matières premières, approvisionnements	9 850		9 850	9 625
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes				
	<b>CREANCES (3)</b>				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés				
	Créances reçues par legs ou donations				
COMPTES DE REGULARISATION	Autres créances	190 275		190 275	190 343
	<b>VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT</b>	981		981	981
	<b>DISPONIBILITES</b>	1 621 604		1 621 604	1 599 272
	Charges constatées d'avance	12 866		12 866	10 875
	<b>TOTAL ( II )</b>	<b>1 835 577</b>		<b>1 835 577</b>	<b>1 811 096</b>
	Frais d'émission d'emprunt à étaler ( III )				
	Primes de remboursement des obligations ( IV )				
	Ecart de conversion actif ( V )				
	<b>TOTAL ACTIF ( I à V )</b>	<b>2 043 904</b>	<b>147 073</b>	<b>1 896 831</b>	<b>1 882 861</b>

- (1) dont droit au bail  
 (2) dont à moins d'un an  
 (3) dont à plus d'un an

## Bilan Passif

31/12/2023

31/12/2022

FONDS PROPRES

## Fonds propres sans droit de reprise

Fonds propres statutaires

Fonds propres complémentaires

## Fonds propres avec droit de reprise

Fonds propres statutaires

Fonds propres complémentaires

Ecart de réévaluation

Réserves

Réserves statutaires ou contractuelles

Réserves pour projet de l'entité

Autres

Report à nouveau

Excédent ou déficit de l'exercice

Total des fonds propres (situation nette)

## Fonds propres

Fonds associatifs sans droit de reprise

Dont legs et donations avec contrepartie d'actifs  
immobilisés, subv d'inv affectées à des biens renouv

Ecart de réévaluation

Réserves

Report à nouveau

Résultat de l'exercice

Total des fonds propres

Fonds associatifs avec droit de reprise

- Apports

- Legs et donations

- Subv d'inv affectées biens renouv

Droits des propriétaires

Ecart de réévaluation

Fonds propres consommables

Subventions d'investissement

Provisions réglementées

Total des autres fonds propres

Subv d'inv sur biens non renouv

Provisions réglementées

Total des autres fonds associatifs

Total des fonds propres | Total des fonds associatifs

Fonds  
reportés et  
dédiés

Fonds reportés liés aux legs ou donations

Fonds dédiés sur subventions d'exploitation

Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes

Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public

Fonds dédiés sur legs et donations

Sur subventions de fonctionnement

Sur dons manuels

Total des fonds reportés et dédiés

Provisions

Provisions pour risques

Provisions pour charges

Total des provisions

DETTE (1)

## DETTE FINANCIERE

Emprunts obligataires convertibles

Autres emprunts obligataires

Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)

Emprunts et dettes financières divers

Avances et acomptes reçus sur commandes en cours

## DETTE D'EXPLOITATION

Dettes fournisseurs et comptes rattachés

Dettes des legs ou donations

Dettes fiscales et sociales

## DETTE DIVERSE

Dettes sur immobilisations et comptes rattachés

Autres dettes

Produits constatés d'avance

Total des dettes

Ecart de conversion passif

TOTAL PASSIF

Résultat de l'exercice exprimé en centimes

(1) Dont à moins d'un an

(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP



1 896 831

164 681,41

204 101

1 882 861

163 928,81

276 651

## Compte de Résultat

1/2

PRODUITS D'EXPLOITATION

	31/12/2023	31/12/2022
	12 mois	12 mois
Cotisations		
Vente de biens et services		
Ventes de biens		
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service		
dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	1 958 490	2 007 351
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consomptible		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels	323	
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	65 263	101 815
Utilisations des fonds dédiés	555 513	513 600
Autres produits	98	8
<b>Total des produits d'exploitation</b>	<b>2 579 688</b>	<b>2 622 775</b>

CHARGES D'EXPLOITATION

Achats de marchandises		
Variation de stock		
Achats de matières et autres approvisionnements		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	341 425	322 896
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	97 656	82 626
Salaires et traitements	1 126 082	985 001
Charges sociales	350 671	309 669
Dotation aux amortissements et dépréciations	18 898	15 404
Dotation aux provisions	3 436	186 997
Reports en fonds dédiés	471 208	555 513
Autres charges	98	17
<b>Total des charges d'exploitation</b>	<b>2 409 474</b>	<b>2 458 124</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>170 214</b>	<b>164 651</b>



## Compte de Résultat

2/2

		31/12/2023	31/12/2022
	<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>170 214</b>	<b>164 651</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>	De participation	28	21
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés		
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	<b>Total des produits financiers</b>	<b>28</b>	<b>21</b>
<b>CHARGES FINANCIÈRES</b>	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées		
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	<b>Total des charges financières</b>		
	<b>RESULTAT FINANCIER</b>	<b>28</b>	<b>21</b>
	<b>RESULTAT COURANT avant impôts</b>	<b>170 242</b>	<b>164 672</b>
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>	Sur opérations de gestion		
	Sur opérations en capital	475	400
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	<b>Total des produits exceptionnels</b>	<b>475</b>	<b>400</b>
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>	Sur opérations de gestion		
	Sur opérations en capital	6 036	1 143
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	<b>Total des charges exceptionnelles</b>	<b>6 036</b>	<b>1 143</b>
	<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>(5 561)</b>	<b>(743)</b>
	Participation des salariés aux résultats		
	Impôts sur les bénéfices		
	<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>2 580 191</b>	<b>2 623 196</b>
	<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>2 415 510</b>	<b>2 459 267</b>
	<b>EXCEDENT ou DEFICIT</b>	<b>164 681</b>	<b>163 929</b>
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>			
	Dons en nature		
	Prestations en nature	50 333	50 333
	Bénévolat	2 240	2 240
	<b>TOTAL</b>	<b>52 573</b>	<b>52 573</b>
<b>CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>			
	Secours en nature		
	Mise à disposition gratuite de biens	50 333	50 333
	Prestations		
	Personnel bénévole	2 240	2 240
	<b>TOTAL</b>	<b>52 573</b>	<b>52 573</b>





## Règles et Méthodes Comptables

Le bilan de l'exercice présente un total de **1 896 831 euros**.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **2 580 191 euros** et un total **charges** de **2 415 510 euros**, dégageant ainsi un **résultat** de **164 681 euros**.

L'exercice considéré débute le **01/01/2023** et finit le **31/12/2023**.

Il a une durée de **12 mois**.

Les notes ou tableaux ci après font partie intégrante des comptes annuels.

### Description de l'objet social, des missions sociales et des moyens de l'entité

#### Objet social

La Mission Locale du Haut Vaucluse exerce une mission de service public pour l'orientation et l'insertion professionnelle et sociale des jeunes de 16 à 25 ans, confiée par l'État, les collectivités territoriales et les établissements publics, chacun dans son champ de compétence.

Dans le cadre de sa mission de service public pour l'emploi, la Mission Locale a pour objet de :

- concourir à l'élaboration et à la mise en œuvre d'une politique locale d'insertion sociale et professionnelle des jeunes âgés de 16 à 25 ans, dans sa zone territoriale d'intervention.
- organiser localement une intervention globale au service des jeunes, de 16 à 25 ans révolus, en quête d'un emploi durable et d'une autonomie sociale ;
- accompagner tous les jeunes sortis du système scolaire, avec ou sans qualification, en particulier ceux ayant le moins d'opportunités, dans la perspective de leur insertion professionnelle et sociale ;
- s'assurer du respect de l'obligation de formation des jeunes âgés de seize à dix-huit ans.

#### Missions sociales réalisées

Les missions sociales de l'association correspondent, conformément aux objectifs statutaires de celle-ci, à :

- Repérer, accueillir, informer et orienter les jeunes,
- Accompagner les parcours d'insertion,
- Agir pour l'accès à l'emploi et à la formation,
- Gérer les différents dispositifs qui lui sont confiés par l'Etat ou toute autre collectivité publique, en sa qualité de Mission Locale,
- Observer le territoire et apporter une expertise,
- Développer une ingénierie de projets et animer le partenariat local.
- Lutter contre le décrochage scolaire

## Règles et Méthodes Comptables

### Description des moyens mis en oeuvre

Les principaux moyens mis en oeuvre par l'association afin de réaliser les activités décrites au paragraphe précédent sont notamment les suivants :

- Une superficie de 778 km<sup>2</sup>
- 40 communes, 120 362 habitants
- 3 communes avec Quartiers prioritaires Politique de la Ville : Bollène, Orange, Valréas
- 22 communes en ZRR : Zones de revitalisation rurale totalisant 27 766 habitants. Brantes, Entrechaux, St-Léger-du-Ventoux, Savoillan. Auxquelles se sont ajoutées en 2017, Buisson, Cairanne, Crestet, Faucon, Grillon, Puyméras, Rasteau, Richerenches, Roaix, Sablet, Saint-Marcellin-les-Vaison, Saint-Romain-en-Viennois, Saint-Roman-de-Malgarde, Séguret, Vaison-la-Romaine, Valréas, Villedieu, Visan.

La Mission Locale du Haut Vaucluse favorise un accueil de proximité, avec 4 antennes et 7 lieux de permanence.

Au 31/12/2023 :

- L'effectif global est de 34 salariés.

### Principes et conventions générales

Les états financiers ont été établis en conformité avec :

- le Code de Commerce notamment ses articles L123-12 à L123-28-2 ;
- la loi n° 83 353 du 30 avril 1983 ;
- le décret n° 83 1020 du 29 novembre 1983 ;
- le règlement n° 2014-03 du 5 juin 2014 de l'Autorité des Normes Comptables relatif au Plan Comptable Général.
- Le règlement de l'ANC n° 2018-01 relatif au plan comptable général (PCG).
- Le règlement de l'ANC 2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.
- Le règlement modificatif ANC 2020-08.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation ;
- permanence des méthodes d'un exercice à l'autre ;
- indépendance des exercices ;

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

## Règles et Méthodes Comptables

### Permanence des méthodes

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation n'a été apporté.

### Changement de méthode de présentation

Aucun changement de présentation sur cet exercice.

### Informations générales complémentaires

La continuité d'exploitation est conditionnée au renouvellement des subventions obtenues. Il en résulte que l'application des principes comptables généralement admis dans un contexte normal de poursuite des activités, concernant l'évaluation des actifs et des passifs pourrait s'avérer inappropriée si ces subventions n'étaient pas reconduites.

### Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, ne sont pas rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

### Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

## Règles et Méthodes Comptables

### Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur brute, conformément aux principes comptables.

### Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'association à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

### Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

### Autres éléments significatif

#### Garantie Jeunes - CEJ / Fonds dédiés

Dans une note d'information en juillet 2019, la DGEFP recommande aux Missions Locales de suivre les recommandations de la CNCC concernant la comptabilisation de la subvention garantie jeune.

Les ressources externes obtenues des dons, des legs ou via des subventions, affectées à des projets précis et non encore utilisés conformément à l'engagement pris à l'égard des financeurs sont portées en fin d'exercice au passif du bilan au poste « Fonds dédiés ».

Au compte de résultat sont enregistrés:

- En charges dans le poste « engagements à réaliser sur ressources affectées », les dons et legs reçus dans l'exercice et non utilisés à la clôture
- En produits dans le poste « report des ressources non utilisées des exercices antérieurs », la reprise des sommes inscrites en fonds dédiés, au fur et à mesure que les dépenses relatives aux projets sont engagées.

Suite à la fiche d'information de la DGEFP du 15 mars 2019, à la communication du Président de l'UNML du 20 mars 2019, à la décision du conseil d'administration du 12 avril 2019 et à la note d'information de la DGEFP de juillet 2019, la comptabilisation de la subvention Garantie Jeunes / Contrat Engagement Jeunes a été faite conformément à l'avis rendu par la CNCC en juillet 2017 en utilisant les fonds dédiés pour la part de subvention non utilisée au 31 décembre.

## Règles et Méthodes Comptables

En l'absence de note contraire à ce jour, le montant de la subvention 2023 afférent à l'activité Garantie jeunes/CEJ a été traité conformément à :

- l'avis rendu par la CNCC de juillet 2017,
- la fiche d'information DGEFP du 15 03 2019
- la note d'information DGEFP de juillet 2019

en utilisant les fonds dédiés.

La provision des engagements à réaliser Garantie jeunes / CEJ en fonction des dates d'entrées des jeunes dans le dispositif s'élève à 471 208 €.

### Valorisation des contributions volontaires

#### **Charges supplétives (avantage en nature)**

Le montant de l'avantage en nature pour l'année 2023 correspondant aux charges payées par la collectivité pour la Mission Locale du Haut Vaucluse s'élève à 50 333 euros (mise à disposition de locaux).

Le montant valorisé correspondant au bénévolat s'élève à 2 240 euros.

### Engagement en matière de pensions et retraites

La société n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite. Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite. Une provision pour charge a été comptabilisée au titre de cet exercice comme l'an passé.

Le calcul de la provision pour indemnité de départ à la retraite a été calculé avec un taux d'actualisation de 2%, comme les années précédentes, pour pouvoir assurer une meilleure comparaison sur ce poste.

Le montant de la provision au 31/12/2023 s'élève à 87 730.55€

Les hypothèses retenues sont :

- Départ volontaire à 64 ans
- Rotation lente
- Taux de charges sociales 35%

### Honoraires des commissaires aux comptes

Le montant total des honoraires des commissaires aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice est de 4 700.00 euros, décomposés de la manière suivante :

- honoraires facturés au titre du contrôle légal des comptes;

## Règles et Méthodes Comptables

### Litige URSSAF

Dans une décision administrative du 03/06/2020, l'URSSAF a estimé que notre mission locale ayant le statut de GIP, ne peut pas bénéficier de la réduction générale de cotisation dite loi Fillon. Nous avons saisi la commission de recours amiable de l'URSSAF le 28/07/2020. A la suite du refus de recours amiable de l'URSSAF, nous avons fait une requête devant le tribunal judiciaire pôle social le 07/06/2021 par l'intermédiaire de notre avocat.

L'impact potentiel de la perte de la réduction des cotisations dite "Fillon" et ses conséquences peuvent être évalué à environ 326 k€ pour les quatre dernières années 2018, 2019, 2020 et 2021.

### Rémunération des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés

En vertu de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006, les dirigeants bénévoles (Président Trésorier, Secrétaire) de la Mission Locale du Haut Vaucluse ne sont pas rémunérés, mais bénévoles, conformément à l'article "9.2 Conseil d'administration" des statuts de l'association.

Il n'y a pas de rémunération et d'avantage en nature versés à ce titre.

D'autre part, notre association emploie 3 salariés cadres:

- Directrice
- Responsable de secteur
- Responsable de secteur

qui assurent la gestion et le suivi de la Mission Locale.

Les rémunérations brutes des trois plus hauts cadres de l'association s'élèvent à 123 600.36 € pour l'exercice 2023.

Il n'existe pas d'avantage en nature.

## Immobilisations

	Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2023
		Augmentations Réévaluations	Acquisitions	Diminutions Virent p.à p.	Cessions	
<b>INCORPORELLES</b>						
Frais d'établissement et de développement						
Donations temporaires d'usufruit						
Autres	3 756					3 756
<b>TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	<b>3 756</b>					<b>3 756</b>
<b>CORPORELLES</b>						
Terrains						
Constructions sur sol propre						
sur sol d'autrui						
instal. agencé aménagement						
Instal technique, matériel outillage industriels						
Instal., agencement, aménagement divers	40 814		2 350			43 164
Matériel de transport						
Matériel de bureau, informatique et mobilier	152 169		6 037			158 206
Emballages récupérables et divers						
Immobilisations corporelles en cours						
Avances et acomptes						
<b>TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>192 983</b>		<b>8 387</b>			<b>201 370</b>
<b>BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES</b>						
<b>FINANCIERES</b>						
Participations évaluées en équivalence						
Autres participations						
Autres titres immobilisés						
Prêts et autres immobilisations financières	3 200					3 200
<b>TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>	<b>3 200</b>					<b>3 200</b>
<b>TOTAL</b>	<b>199 939</b>		<b>8 387</b>			<b>208 326</b>

## Amortissements

		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2023
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Autres	670	861		1 532
	<b>TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	<b>670</b>	<b>861</b>		<b>1 532</b>
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre				
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement				
	Instal technique, matériel outillage industriels				
	Autres instal., agencement, aménagement divers	16 291	5 208		21 499
	Matériel de transport				
	Matériel de bureau, mobilier	111 213	12 829		124 042
	Emballages récupérables et divers				
	<b>TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>127 504</b>	<b>18 037</b>		<b>145 541</b>
	<b>TOTAL</b>	<b>128 175</b>	<b>18 898</b>		<b>147 073</b>



# Provisions

	Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2023
<b>PROVISIONS REGLEMENTEES</b>				
Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Provisions pour amortissements dérogatoires				
Provisions fiscales pour prêts d'installation				
Provisions autres				
<b>PROVISIONS REGLEMENTEES</b>				
Pour litiges	326 000			326 000
Pour garanties données aux clients				
Pour pertes sur marchés à terme				
Pour amendes et pénalités				
Pour pertes de change				
Pour pensions et obligations similaires				
Pour impôts				
Pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres	84 294	3 436		87 731
<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>	<b>410 294</b>	<b>3 436</b>		<b>413 731</b>
<b>PROVISIONS POUR DEPRECIATION</b>				
Sur immobilisations				
incorporelles				
corporelles				
legs ou donations				
des titres mis en équivalence				
titres de participation				
autres immo. financières				
Sur stocks et en-cours				
Sur comptes clients, usagers				
Sur créances reçues par legs ou donations				
Autres				
<b>PROVISIONS POUR DEPRECIATION</b>				
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>410 294</b>	<b>3 436</b>		<b>413 731</b>
Dont dotations et reprises		3 436		
-d'exploitation				
-financières				
-exceptionnelles				

Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.

## Créances et Dettes

	31/12/2023	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	3 200		3 200
Clients, usagers douteux ou litigieux			
Autres créances clients, usagers			
Créances représentatives des titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	4 647	4 647	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
Impôts sur les bénéfices			
Taxes sur la valeur ajoutée			
Autres impôts, taxes versements assimilés			
Divers	146 631	146 631	
Confédération, fédération, union, entités affiliées			
Créances reçues par legs ou donations			
Débiteurs divers	38 998	38 998	
Charges constatées d'avance	12 866	12 866	
<b>TOTAL DES CREANCES</b>	<b>206 341</b>	<b>203 141</b>	<b>3 200</b>
Prêts accordés en cours d'exercice			
Remboursements obtenus en cours d'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)			

	31/12/2023	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES				
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts dettes ets de crédit à 1 an max, à l'origine				
Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	56 963	56 963		
Dettes des legs ou donations				
Personnel et comptes rattachés	37 034	37 034		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	77 897	77 897		
Impôts sur les bénéfices				
Taxes sur la valeur ajoutée				
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	6 407	6 407		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Confédération, fédération, union, entités affiliées				
Autres dettes	25 799	25 799		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
<b>TOTAL DES DETTES</b>	<b>204 101</b>	<b>204 101</b>		
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice				
Emprunts dettes associés (personnes physiques)				

## Variation des Fonds Propres

	Fonds propres clôture 31/12/2022	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres clôture 31/12/2023
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves pour projet de l'entité					
Autres réserves					
Report à nouveau	474 943	163 929			638 872
Excédent ou déficit de l'exercice	163 929	(163 929)	164 681		164 681
<b>Situation nette</b>	<b>638 872</b>		<b>164 681</b>		<b>803 554</b>
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	1 531		3 182	475	4 238
Provisions réglementées					
<b>TOTAL</b>	<b>640 403</b>		<b>167 863</b>	<b>475</b>	<b>807 791</b>

Fonds dédiés  
clôture  
31/12/2022

## Reports

## Utilisations

Montant global

dont  
rembour-  
sements

## Transferts

Fonds dédiés clôture  
31/12/2023Montant  
global

dont fds dédiés  
à des projets  
sans dépense au  
cours des deux  
derniers exercices

### Subventions d'exploitation

SUBV GARANTIE JEUNE 22

555 513

555 513

SUBV CONTRAT D'ENGAGEMENT JEUNES 23

471 208

471 208

Contributions financières d'autres org

### Ressources liées à la générosité du public

TOTAL

555 513

471 208

555 513

471 208



## Charges constatées d'avance

	Période	Montants	31/12/2023
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION			12 866
		12 866	
Charges constatées d'avance - FINANCIERES			
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES			
	TOTAL		12 866

# Informations sur les montants octroyés au cours de l'exercice

Information sur les montants des concours publics et les subventions octroyés au cours de l'exercice

	SUBVENTIONS ETAT
CPO	1 441 711€
PARRAINAGE	12 200€
ACTIONS DIVERSES	32 464€
POLITIQUE DE LA VILLE	23 160€

  

	COLLECTIVITES TERRITORIALES
CONSEIL REGIONAL	164 267€
CONSEIL DEPARTEMENTAL	35 298€
ETABLISSEMENT PUBLIC DE COOPERATION INTERCOMMUNALE	89 954€
COMMUNES	57 277€

  

	ORGANISMES PUBLICS
PÔLE EMPLOI	94 933€

  

	AUTRES
MISSION LOCALE DU PAYS SALONNAIS	4 161€

  

	AUTRES ORGANISMES
AUTRES	10 384€